

Législatives : le patronat entre sidération et prudence ; les syndicats divisés

« Le Medef dénonce les “fascismes” des extrêmes, de gauche ou de droite », titre L'Opinion, qui rapporte les propos de **Patrick Martin** aux Assises du dialogue social. Le tourbillon politique fait sortir le président du Medef de sa ligne, qui se veut politiquement neutre. Le patron des patrons se dit « très préoccupé par une fracturation progressive mais assez rapide de notre pays » et veille « à ce que l'entreprise (s'en) protège ». Au passage, il « dénonce un fascisme d'extrême gauche au même titre qu'il existe un fascisme d'extrême droite ». Hier matin, Bruno Le Maire avait appelé les organisations patronales à « dire clairement ce qu'elles pensent des programmes économiques des uns et des autres ». Patrick Martin n'a pas attendu le cri d'alarme du ministre. Lundi, il a proposé aux deux autres chefs de file patronaux de faire une déclaration commune sur les propositions économiques auxquelles elles seraient opposées, mais l'initiative est tombée à l'eau. « Trop tôt dans la campagne, justifie Michel Picon, à l'U2P. Il est plus efficace et utile d'éclairer pied à pied les propositions des partis préjudiciables aux TPE. On verra plus tard dans l'avancée de la campagne. » Hier midi, un communiqué dont le Medef est le seul signataire apporte son soutien à ceux qui poursuivront la réforme du marché du travail, baisseront les impôts de production et les charges sociales et se désolidarise de « certains (qui) proposent des mesures économiques contraires à ces objectifs ». (L'Opinion, p.2)

« Le patronat prudent face à l'ascension du RN », titre Les Echos constatant que le Medef a pris son temps pour afficher sa réaction face à la possibilité d'une arrivée au pouvoir du RN, alors que son programme économique est pourtant décrié. Certains chefs d'entreprise se demandent si Marine Le Pen n'adoucira pas son discours comme Giorgia Meloni en Italie. Dès lundi, le Medef, la CPME et l'U2P ont tenté d'aboutir à un communiqué commun mais cette concertation n'a finalement pas abouti, chacun préférant faire chambre à part. (Les Echos, p.4)

« Le RN prêt à tout pour séduire les patrons », titre Le Point qui revient sur les tentatives, pour l'instant sans succès, du parti, de draguer les chefs d'entreprises. (Le Point, p.56)

« Entre appels à manifester et méfiance, les syndicats avancent divisés », titre Le Figaro qui revient sur la longue réunion de lundi entre numéros un des huit organisations syndicales. Trois organisations – FO, CFE-CGC et CFDT – ont d'emblée fait savoir qu'elles ne se joindraient à aucune déclaration politique. Malgré tout, les cinq centrales restantes ont publié un communiqué appelant à « manifester le plus largement possible ce week-end ». Le document était accompagné d'une longue liste de revendications, allant de la hausse des salaires à l'abandon de la réforme de l'assurance-chômage en passant par le retour de la retraite à 62 ans. « C'est à nous de prendre en main notre destin en occupant la rue et les urnes », a justifié Sophie Binet. L'initiative a immédiatement obtenu le soutien de l'ensemble des partis de gauche. Pourtant, le document n'appelle pas à la création d'une union des gauches mais à « un sursaut démocratique et social ». Au-delà des principes, toutes les organisations doivent compter avec la réalité d'une base militante de plus en plus proche des idées du RN ou de Reconquête. Chez les sympathisants FO, le taux de bulletin en faveur de Jordan Bardella a même atteint 34 %. Pour les huit syndicats, ces chiffres progressent, à l'image du mouvement qui traverse la société française. (Le Figaro, p.7)